

la voie à une paix durable et sûre. Nous avons également critiqué les politiques énergiques menées par Israël dans les territoires occupés, notamment la fermeture des universités palestiniennes, les sévères mesures prises contre les manifestations, l'expulsion de certains maires et le renvoi d'autres maires et conseillers municipaux.

### **Droits légitimes des Palestiniens**

Depuis quelques années, le monde reconnaît aux Palestiniens une identité comme peuple. Nous reconnaissons de notre côté qu'il ne saurait y avoir de juste paix sans que soient respectés les droits légitimes des Palestiniens, y compris leur droit à jouer un rôle de premier plan dans les négociations relatives à leur avenir et à leur droit de disposer d'un pays aux frontières clairement circonscrites, soit la Cisjordanie et Gaza. La nature de cette nation ainsi que les relations qu'elle entretiendrait avec ses voisins devraient faire l'objet d'une entente négociée entre les parties au conflit.

Nous ne reconnaissons pas officiellement l'O.L.P. C'est-à-dire que nous n'acceptons pas sa revendication d'être le « seul représentant légitime du peuple palestinien », et nous n'envisageons nullement de changer d'avis. Mais compte tenu de l'importance de ce mouvement, nous nous sommes mis en rapport avec lui et avons discuté de diverses questions en plusieurs endroits. Nous avons cherché à le convaincre de mener une bataille politique et de rejeter la violence. Nous suivons, bien entendu, de près la réunion du Conseil national palestinien qui se déroule actuellement à Alger.

Le Canada a fermement soutenu les efforts internationaux pour satisfaire les besoins humanitaires des Palestiniens. Au fil des ans, nous avons contribué 70 millions de dollars US à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de la Palestine au Proche-Orient (UNRWA).

### **Les accords de Camp David**

Le Canada est l'un des plus fervents partisans des accords de Camp David prévoyant la pleine autonomie et l'autogouvernement des territoires occupés comme première étape d'un règlement global. Nous espérons qu'Israël trouvera le moyen d'adopter une position moins intransigeante concernant l'avenir de ces territoires et ses relations avec leurs habitants, de manière à inciter ces derniers ainsi que la Jordanie à se joindre aux efforts de Camp David. De leur côté, les gouvernements arabes et leaders palestiniens doivent comprendre qu'Israël se soucie de sa sécurité et doivent indiquer qu'ils sont clairement disposés à conclure une paix véritable et durable avec Israël.

Le Canada a bien accueilli l'initiative du président Reagan et a déclaré publiquement qu'il appuyait les principaux points de son plan qui fait suite aux accords de Camp David et en prolonge les dispositions. À notre avis, ce plan mérite d'être attentivement considéré par toutes les parties et ouvre la voie à des progrès qu'il faudrait activement poursuivre. Le président Reagan s'est dit convaincu que l'autonomie des Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, de concert avec la Jordanie, offrait la meilleure chance d'une paix juste et durable. Nous n'avons rien à redire à cette solution puisqu'elle pourrait effectivement être la meilleure façon de rétablir la paix ; mais il ne faudrait pas pour autant écarter, comme l'a fait le président Reagan, les autres solutions